

De la coexistence au génocide : La destruction systématique de la Palestine

Au XIXe siècle, la Palestine sous la domination ottomane était un modèle d'harmonie inter-communautaire. Musulmans, chrétiens et juifs – environ 25 000 juifs séfarades et mizrahis parmi une population majoritairement arabe – coexistaient dans des villes comme Jérusalem, Hébron et Jaffa. Ils partageaient les marchés, les quartiers et les traditions culturelles, le système ottoman des millets accordant aux minorités comme les juifs un statut protégé. Bien que des tensions mineures émergent, les conflits violents étaient rares, et les liens sociaux transcendaient souvent la foi. Cette paix fragile fut brisée par un projet colonial qui privilégia les ambitions sionistes européennes au détriment de la majorité palestinienne autochtone, culminant en 77 ans de dépossession, d'apartheid et de génocide.

Le mouvement sioniste, officialisé par Theodor Herzl lors du Congrès sioniste de 1897, déclara la Palestine comme objectif d'un État juif en 1899, motivé par l'antisémitisme européen et l'arrogance coloniale. De petites colonies, financées par des capitaux européens, surgirent à travers la Palestine, déplaçant les agriculteurs locaux par l'achat de terres à des propriétaires ottomans absents. La renaissance de l'hébreu comme langue moderne consolida une identité séparatiste, aliénant les communautés juives existantes intégrées aux Arabes. En 1917, la Déclaration Balfour – orchestrée par le lobbyiste sioniste Baron Rothschild – vit le ministre des Affaires étrangères britannique Arthur Balfour promettre la Palestine, une terre qu'il n'avait aucun droit de céder, comme foyer juif, ignorant les droits et les aspirations de la majorité arabe.

Les années 1930 connurent une nouvelle escalade avec l'Accord Haavara, un pacte effrayant entre des groupes sionistes et l'Allemagne nazie. Cet accord transféra 60 000 juifs allemands et leurs biens en Palestine en échange de marchandises allemandes. Alors que l'immigration juive atteignait 450 000 personnes en 1939, les paramilitaires sionistes comme l'Irgoun et le Lehi déchaînèrent la terreur. Leurs attentats à la bombe, comme l'attaque de l'hôtel King David en 1946 qui tua 91 personnes, et les assassinats de cibles britanniques et arabes rendirent le Mandat britannique ingouvernable. Le retrait de la Grande-Bretagne en 1947 conduisit au Plan de partition de l'ONU, un schéma profondément injuste qui déclencha la Nakba et prépara le terrain pour des décennies de souffrances palestiniennes.

L'injustice du Plan de partition de l'ONU

Le Plan de partition de l'ONU de 1947 (Résolution 181) était une division coloniale qui défiait la justice et l'autodétermination. Bien que les Palestiniens représentaient 67 % de la population (1,2 million) et les juifs 33 % (600 000), le plan attribuait 56 % des terres de la Palestine à un État juif, y compris les zones côtières fertiles et les centres économiques

clés comme Jaffa et Haïfa. Les Palestiniens, qui possédaient 94 % des terres et y vivaient depuis des siècles, furent relégués à 43 % – des territoires fragmentés et moins arables en Cisjordanie et à Gaza. Le plan ignorait la réalité démographique : les juifs possédaient moins de 7 % des terres et étaient minoritaires dans tous les districts sauf Jaffa. Jérusalem, ville sainte partagée, fut proposée comme zone internationale, ignorant les revendications palestiniennes. La majorité arabe rejeta le plan comme une violation de leurs droits, tandis que les dirigeants sionistes l'acceptèrent comme un tremplin vers un contrôle territorial accru, comme en témoigne leur expansion ultérieure au-delà des frontières attribuées. L'ONU, dominée par les puissances occidentales, imposa cette partition sans consulter les Palestiniens, reflétant l'arrogance coloniale et privilégiant les aspirations sionistes sur la souveraineté autochtone.

La Nakba et son héritage

En 1948, la déclaration de l'État d'Israël déclencha la Nakba – « catastrophe » en arabe. Plus de 700 000 Palestiniens, la moitié de la population arabe, furent expulsés de force ou fuirent dans la terreur alors que les milices sionistes rasaient plus de 500 villages. Des massacres comme celui de Deir Yassin, où plus de 100 civils furent massacrés, instaurèrent la peur. Les Palestiniens furent chassés vers Gaza, la Cisjordanie et les camps de réfugiés en Jordanie, au Liban et en Syrie, interdits de retour. Ce nettoyage ethnique, méticuleusement planifié par des figures comme Yosef Weitz, un responsable du Fonds national juif qui déclara en 1940 : « Il n'y a pas de place pour les deux peuples dans ce pays... La seule solution est une Palestine... sans Arabes », posa les bases de l'État d'apartheid israélien. La vision de Weitz d'un « transfert » forcé façonna la brutalité de la Nakba et continue de résonner dans la dépossession palestinienne.

Dépossession et déplacement en Cisjordanie

Depuis l'occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, la dépossession a été implacable. Plus de 700 000 colons israéliens vivent désormais dans des colonies illégales, construites sur des terres palestiniennes volées, fragmentant la Cisjordanie en enclaves déconnectées. Les politiques israéliennes – confiscation de terres, démolitions de maisons et permis restrictifs – ont déplacé des dizaines de milliers de personnes. Selon B'Tselem, plus de 20 000 maisons palestiniennes ont été démolies depuis 1967, souvent sous des prétextes comme l'absence de permis, qu'Israël accorde rarement. Dans des régions comme la vallée du Jourdain et Jérusalem-Est, des communautés entières sont menacées d'expulsion ; par exemple, les 1 000 habitants de Masafer Yatta risquent d'être chassés pour agrandir des zones militaires. L'expansion des colonies, soutenue par la loi israélienne et la protection militaire, a saisi plus de 40 % des terres de la Cisjordanie, confinant les Palestiniens à 165 « îlots » sous un contrôle strict. Les checkpoints, les barrages routiers et le mur de séparation – jugé illégal par la Cour internationale de justice en 2004 – séparent les familles, les terres agricoles et les moyens de subsistance, rendant la vie palestinienne intenable. Ce vol systématique, combiné au refus des droits de construction, force le déplacement tout en consolidant l'apartheid.

Violence des colons en Cisjordanie

La violence des colons israéliens en Cisjordanie est une terreur quotidienne, rendue possible par la complicité de l'État. Les colons, souvent armés et protégés par les forces israéliennes, attaquent les agriculteurs, les bergers et les villages palestiniens dans le but de les chasser de leurs terres. En 2024, l'ONU a documenté plus de 1 200 attaques de colons, incluant des incendies criminels, du vandalisme et des agressions physiques. Dans des villages comme Huwara et Qusra, les colons ont incendié des maisons, des oliveraies et du bétail, avec des incidents comme le pogrom de Huwara en 2023 qui a laissé un Palestinien mort et des centaines de blessés. Les soldats israéliens restent souvent passifs ou interviennent contre les Palestiniens qui se défendent. B'Tselem rapporte que les colons, soutenus par des avant-postes militaires, ont créé des « zones interdites » pour les Palestiniens, s'emparant de milliers d'hectares par la violence. Des groupes extrémistes de colons, comme la Jeunesse des collines, visent ouvertement à expulser les Palestiniens, encouragés par des figures gouvernementales comme Bezalel Smotrich, qui supervise la politique des colonies et a appelé à la « soumission » palestinienne. Cette violence, rarement poursuivie, est un outil de nettoyage ethnique, rendant l'existence palestinienne précaire.

Rhétorique et actions génocidaires

La rhétorique des dirigeants israéliens a longtemps déshumanisé les Palestiniens, justifiant les atrocités. L'appel de Yosef Weitz en 1940 pour une Palestine sans Arabes fut repris des décennies plus tard par des figures comme Ovadia Yosef Eitan, un ancien général, qui en 1983 compara les Palestiniens à des « cafards drogués dans une bouteille », une métaphore abjecte pour leur confinement et leur extermination. Plus récemment, en octobre 2023, le ministre de la Défense Yoav Gallant imposa un « siège total » sur Gaza, déclarant : « Pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant... Nous combattons des animaux humains. » Le ministre des Finances Bezalel Smotrich, prônant la destruction totale de Gaza, déclara en 2023 que « rayer Gaza » était nécessaire, soutenant la famine et les bombardements. Ces déclarations, associées à des actions comme le blocus et les frappes aériennes incessantes, correspondent à la définition du génocide de l'ONU : des actes délibérés visant à détruire un groupe. La Marche du drapeau de Jérusalem, un événement annuel depuis 1967, voit des milliers d'ultranationalistes israéliens, y compris des colons, scandale « Mort aux Arabes » à travers Jérusalem-Est, un rituel de haine protégé par la police. En 2024, les marcheurs attaquèrent des boutiques et des journalistes palestiniens sans conséquences significatives, normalisant les sentiments génocidaires.

Le génocide en cours à Gaza

Gaza, une prison de 365 kilomètres carrés pour 2 millions de personnes, fait face à une horreur implacable. Depuis octobre 2023, l'armée israélienne a tué plus de 60 000 Palestiniens – 70 % de femmes et d'enfants – selon les estimations du ministère de la Santé de Gaza. Le blocus, intensifié par le siège de Gallant et Smotrich, a affamé 80 % des habitants de Gaza, avec 1,8 million confrontés à une insécurité alimentaire aiguë (ONU, 2025). Les sites d'aide de la Fondation humanitaire de Gaza, établis en 2025, sont des pièges mortels

: plus de 743 Palestiniens ont été tués et 4 891 blessés, souvent par des tirs et des bombardements israéliens, en cherchant de la nourriture. Amnesty International et Médecins Sans Frontières qualifient ces actes de crimes de guerre potentiels, et l'ONU considère la politique de famine d'Israël comme génocidaire. Les hôpitaux, les écoles et les camps de réfugiés sont en ruines, avec 90 % de l'infrastructure de Gaza détruite. La sauvagerie – enfants abattus, familles ensevelies sous les décombres, foules fauchées – reflète une intention calculée d'effacer un peuple.

Conclusion

De la coexistence du XIXe siècle au génocide d'aujourd'hui, l'histoire de la Palestine est celle d'un vol colonial, d'une trahison et d'une cruauté implacable. L'injustice du Plan de partition de l'ONU, le nettoyage ethnique de la Nakba et la dépossession continue et la violence des colons en Cisjordanie forment un continuum d'oppression. La rhétorique génocidaire, de Weitz à Gallant, amplifiée par les cris de « Mort aux Arabes », alimente un système qui prospère sur la souffrance palestinienne. Le massacre à Gaza, avec plus de 60 000 morts, n'est pas seulement une tragédie, mais un crime contre l'humanité, rendu possible par le silence mondial. La lutte palestinienne exige non seulement la mémoire, mais la justice.